

CONCOURS DE RECRUTEMENT DE PROFESSEURS DES ECOLES

Epreuve d'admission 2^{ème} épreuve orale : mise en situation professionnelle

SUJET N°52

Durée : 45 minutes (exposé n'excédant pas 15 minutes suivi de 30 minutes d'entretien)

Thème : Sanction et Education

Dossier :

Texte 1 : La sanction : représentations et pratiques

Pierre Couttenier, vice-procureur auprès du procureur général près la cour d'appel de Nancy.
Eduscol Séminaire « Prévention de la violence en milieu scolaire », 2003.

Texte 2 : Extraits d'un règlement scolaire départemental, juillet 2013, Direction des Services
Départementaux de l'Education nationale des Alpes-Maritimes.

(selon Circulaire N°2004-035 du 18 février 2004, Code de l'Education art. D 321-16, Code de
l'Education art. D 321-3 et art. D 321-6)

Texte 3 : La question des sanctions et la problématique « comprendre ou juger », comment
sortir de l'impasse ? Bloc-notes de Philippe Meirieu, janvier 2006, www.meirieu.com

Questions posées au candidat :

- A partir des documents fournis, pouvez-vous définir le rôle de la sanction dans le dispositif général d'éducation ?
- Quels sont les facteurs qui conduisent à son recours ?
- Quelles réponses l'Institution apporte-t-elle et quelles propositions pourriez-vous développer ?

Texte 2 : Extraits d'un règlement scolaire départemental, juillet 2013, Direction des Services Départementaux de l'Education nationale des Alpes-Maritimes.

(selon Circulaire n°2004-035 du 18 février 2004, Code de l'Education art. D 321-16, Code de l'Education art. D 321-3 et art. D 321-6)

...

Dispositions particulières

Ecole maternelle :

L'école joue un rôle primordial dans la socialisation de l'enfant : tout doit être mis en œuvre pour favoriser son épanouissement et son accès aux apprentissages. C'est pourquoi aucune sanction ne peut être infligée. Un enfant momentanément difficile pourra cependant être isolé pendant le temps, très court, nécessaire à lui faire retrouver un comportement compatible avec la vie de groupe. Il ne devra à aucun moment être laissé sans surveillance.

Toutefois, quand le comportement d'un enfant perturbe gravement et de façon durable le fonctionnement de la classe et traduit une évidente inadaptation au milieu scolaire, la situation de cet enfant doit être soumise à l'examen de l'équipe éducative à laquelle participeront le médecin de l'Education nationale et/ou un membre du réseau d'aides spécialisées. Une décision de retrait provisoire de l'école peut alors être proposée par le Directeur aux parents, en accord avec l'Inspecteur chargé de la circonscription. Dans ce cas, des contacts fréquents doivent être maintenus entre les parents et l'équipe pédagogique de façon à permettre dans les meilleurs délais sa réinsertion dans le milieu scolaire...

Les enfants sont remis à l'école par les parents ou les personnes qui les accompagnent, soit au service d'accueil, soit au personnel enseignant chargé de la surveillance...A la sortie des classes, les enfants, s'ils ne sont pas pris en charge par un service de cantine, de garderie ou de transport, sont remis directement aux parents ou aux personnes nommément désignées par eux (y compris les descendants mineurs autorisés) par écrit, et présentées au directeur. L'exclusion temporaire d'un enfant, pour une période ne dépassant pas une semaine, peut être prononcée par le Directeur, après avis du conseil d'école, en cas de négligence répétée ou de mauvaise volonté évidente des parents pour reprendre leur enfant à la sortie de chaque classe, aux heures fixées par le règlement intérieur après entretien avec l'inspecteur de l'éducation nationale.

Ecole élémentaire

L'enseignant ou l'équipe pédagogique de cycle doit obtenir de chaque élève un travail à la mesure de ses capacités. En cas de difficultés, après s'être interrogé sur les causes, l'enseignant ou l'équipe pédagogique de cycle décidera des mesures appropriées.

Tout châtiment corporel est strictement interdit. Un élève ne peut être privé de la totalité de la récréation à titre de punition. Les manquements au règlement intérieur de l'école, et, en particulier, toute atteinte à l'intégrité physique ou morale des autres élèves ou des enseignants peuvent donner lieu à des réprimandes qui sont, le cas échéant, portées à la connaissance des familles. Il est permis d'isoler de ses camarades, momentanément et sous surveillance, un enfant difficile ou dont le comportement peut être dangereux pour lui-même ou pour les autres. Dans le cas de difficultés particulièrement graves affectant le comportement de l'élève dans son milieu scolaire, sa situation doit être soumise à l'examen de l'équipe éducative. Le médecin de l'Education nationale et/ou un membre du réseau d'aide spécialisée devront obligatoirement participer à cette réunion.

S'il apparaît, après une période probatoire d'un mois, qu'aucune amélioration n'a pu être apportée au comportement de l'enfant, une décision de changement d'école pourra être prise par l'Inspecteur chargé de la circonscription, sur proposition du Directeur, après avis du conseil d'école. La famille doit être consultée sur le choix de la nouvelle école et l'avis du Maire sollicité. La famille peut faire appel de la décision de transfert devant le Directeur académique, directeur des services départementaux de l'Education nationale.

Texte 3 :

La question des sanctions et la problématique « comprendre ou juger », comment sortir de l'impasse ?

Bloc-notes de Philippe Meirieu, janvier 2006, www.meirieu.com

...

Comprendre ce qui se passe dans l'école aujourd'hui nécessite d'agrandir un peu la focale et de considérer la question éducative dans son ensemble. Nous assistons, en effet, dans ce domaine à un « effet ciseau » : les problèmes éducatifs sont de plus en plus importants et les réponses éducatives de moins en moins présentes.

D'un côté, le chômage et la précarité professionnelle, la ghettoïsation et la dégradation de nos quartiers, la diminution de la mobilité sociale par l'école, la faillite objective de la méritocratie et la montée de la crétinisation médiatique...

D'un autre côté, l'effritement du modèle familial et l'effondrement des grandes institutions traditionnelles de socialisation (en particulier, les « mouvements humanistes de jeunes » qui, dans l'orbite du Parti communiste ou de l'Eglise catholique faisaient un travail en profondeur de transmission et de socialisation).

Au milieu, donc, des jeunes assaillis par la publicité et son matraquage permanent (« *Tes désirs sont des ordres. Ne leur résiste pas !* »), qui n'ont pas toujours eu la chance de trouver auprès d'eux des adultes capables de leur apprendre à résister au passage à l'acte et de les aider à comprendre que l'interdit autorise et que la loi protège.

Dans ce contexte général, certains établissements scolaires s'enfoncent dans la crise permanente. En l'absence d'équipes stables et d'encadrement éducatif suffisant, ils parent au plus pressé et tentent de maintenir les apparences d'une scolarisation républicaine : des professeurs, un emploi du temps, des cours, des contrôles, des bulletins de notes, des conseils de discipline. Officiellement, tout va à peu près. Mais l'objectif, en réalité, ce ne sont plus les apprentissages, encore moins l'implication des élèves dans des activités scolaires...c'est simplement la diminution des incidents et des accidents. Or, j'ai la conviction que cette focalisation sur « l'ordre » est précisément la chose la plus contre-productive qui soit en matière d'éducation et de formation. Elle peut, un moment, faire illusion, mais discrédite à terme l'école et les professeurs, tente vainement (car l'explosion n'est que reculée ou déplacée) de contenir la violence scolaire, quand il faudrait la métaboliser.

En s'approchant encore plus près de l'acte pédagogique, on doit convenir que, si les enseignants n'ont évidemment pas le pouvoir, dans leur classe, de renverser une logique à l'œuvre dans toute la société, il existe néanmoins un réel problème de formation sur les questions pédagogiques. Et précisément, c'est ce déficit qui les empêche d'explorer la marge de manœuvre qu'ils ont et entraîne certains vers le fatalisme ou la résignation à l'exclusion. Ne voit-on pas, en effet, se développer des comportements dont les « pédagogues historiques » connaissent, depuis longtemps, le caractère dangereux ? N'a-t-on pas oublié de transmettre des principes fondamentaux : « ne pas organiser la discipline mais le travail », comme disait déjà Makarenko ; ne jamais oublier l'importance des rituels, de l'organisation de l'espace et du temps, comme l'affirmait Maria Montessori ou Paulo Freire ; ne jamais entrer dans la relation duelle, mettre en place obstinément des dispositifs médiateurs comme nous l'on appris Freinet et la pédagogie institutionnelle ; ne jamais baisser les bras avec des élèves difficiles sur l'exigence culturelle, comme le préconisait aussi bien Tolstoï que Korczak...

Nous payons aujourd'hui au prix fort l'abandon de notre patrimoine pédagogique. Et qu'on ne prétende pas que la pédagogie est partout dominante et que la situation actuelle est la conséquence de son hégémonie : qui, aujourd'hui, a lu la *Lettre de Stans* de Pestalozzi, travaillé Albert Thierry et lu attentivement Fernand Oury ?

Une fois cette analyse faite, il faut bien poser quelques jalons...et avancer quelques pistes :

- Une formation initiale et continue des enseignants renforcée sur les questions pédagogiques, en collaboration étroite avec ceux et celles qui sont encore un peu dépositaires du patrimoine de la pédagogie, les mouvements d'Education populaire...

- Une reconstruction complète de la fonction d'encadrement dans l'Education nationale : il faut, enfin, sortir de l'impasse sur la direction des écoles primaires et repenser complètement le recrutement...

- Une redynamisation des projets d'établissement dans une logique pédagogique, avec de vraies exigences éducatives et plus de souplesse dans l'utilisation des moyens. Il faut déverrouiller l'innovation, ne plus imposer d'entrer *a priori* dans des cadres formels, mais inciter, au contraire, les acteurs à inventer de nouveaux cadres. Il faut rendre possible, pour ceux qui le veulent, l'annualisation des services qui permet d'organiser le temps autrement que selon le sempiternel emploi du temps hebdomadaire. Il faut inciter les enseignants à s'engager pour animer des équipes...

- Une réflexion approfondie sur la carte scolaire et la mixité sociale dans les établissements : tout le monde en convient, c'est là l'urgence. Et, au lieu de cela, on est en train de ghettoïser encore plus les établissements sensibles...en les vidant de leurs « bons élèves » !
- Un travail de fond sur l'aide à la parentalité : la France accuse, dans ce domaine, un retard considérable. Les parents qui ont des problèmes d'éducation avec leurs enfants ne sont orientés que vers l'aide sociale (Ce sont des gens du quart-monde !) ou vers les psychiatres (Ils relèvent d'une thérapie !). Rien n'est mis en place pour les aider...

Puissions-nous nous mettre à l'écoute de ce qui se passe aujourd'hui. Sans angélisme certes, mais sans renoncer, non plus, aux idéaux fondateurs de la République et à la conviction de l'éducabilité des personnes en tout premier lieu.